
Il ne s'agit pas dans ce livre d'une étude sur l'éducation musulmane qui aurait nécessité auparavant plusieurs monographies spéciales, sur différents aspects en question, mais plutôt d'une analyse centrée avant tout sur une forme particulière de cette éducation : celle de la madrasa et sur la méthode scolastique qui en était le produit. M. Makdisi, professeur à l'Université de Pennsylvanie, fort d'une longue expérience dans ce domaine scientifique, a concentré ses efforts sur le onzième siècle après J.C. à Bagdad, lieu dans lequel, à cette époque, ce genre d'institutions et cette méthode ont particulièrement fleuri. L'œuvre se divise en quatre chapitres dont j'essaierai de présenter les idées essentielles.

*Chapitre 1 : « Institutions »* (1-74), avec les points suivants :

1. La naissance des écoles juridiques, celle des *magāhib* qui étaient des écoles à caractère personnel, et auxquelles M. Makdisi aimerait mieux donner comme équivalent anglais le mot « schools », au lieu de rites qui se rapporteraient plutôt à une division liturgique telle qu'elle se présente dans les églises chrétiennes. Dès le début du IIe/VIIIe s. on assiste à la formation de telles écoles, autour d'importantes personnalités : quatre écoles sunnites, celles d'Abū Ḥanīfa (m. 150/767), de Mālik b. Anas (m. 179/795), de Šāfi‘ī (m. 204/820) et d'Ibn Ḥanbal (m. 241/855) sont les seules qui ont survécu parmi près de 500 écoles personnelles qui auraient été enregistrées et qui ont disparu lentement pour des causes différentes. En définitive l'a emporté le traditionalisme des juristes dans sa lutte contre le rationalisme des théologiens, lors de la grande *miḥna* à Bagdad.

2. « Typology of Institutions of Learning » avec toutes sortes d'institutions qui ont précédé la création du type de la madrasa : le *maqṣīs* conçu au début comme salle d'enseignement du *ḥadīth* qui apparaît lié à des genres variés : sermon, enseignement, *fatwā* , cercles poétiques, littéraires ; la mosquée (*masjid*) et ses *ḥalqas* (cercles), le *kuttāb* (ou école élémentaire) avec une évolution crescendo vers la *madrasa* (*kuttāb/maktab* — *masjid* — *madrasa*) et le *ḥān* qui servait aussi d'une espèce d'internat pour les étudiants qui habituaient en dehors du lieu dans lequel se trouvait la *madrasa* en question. Ainsi l'on assiste à une floraison de la *madrasa* comme institution qui donnait à l'étudiant tout ce dont il avait besoin pour apprendre, et qui a connu la fondation d'institutions analogues, celles des monastères (appelées *ribāt*, *ḥāngāh*, *zāwīya*, *turba*, *dwuyra*).

3. La loi du *waqf*, fondation charitable, a été à la base de la science et des hommes de science dans l'Islam. L'auteur étudie les qualités requises du *waqīf* (fondateur charitable), l'institution elle-même dans son personnel, ses objets et motifs qui en général résident dans des causes de piété, ou alors dans le désir de sauvegarder la fortune privée, rarement aussi dans la recherche du pouvoir.
Chapitre II : « Instruction » (75-152), dans laquelle la première place était réservée aux sciences religieuses auxquelles étaient subordonnées les genres purement littéraires; alors que les sciences dites étrangères (da'ifila) (philosophie grecque, sciences naturelles) n'étaient enseignées que dans les bibliothèques où se trouvaient les livres en question, et où travaillaient parfois aussi des juristes (v. le cas d'al-'Aidi m. 631/1234, ou surtout celui d'Ibn Rušd m. 595/1198). On y apprend aussi comment était organisé cet enseignement et quelle en était la méthode. Il faut souligner la place accordée là à la méthode scolastique dont il analyse l'origine et le développement, montrant comment elle s'est saisie de la dialectique attrayante pour arriver à un consensus, en surmontant le hilaf, son antonyme, et s'appuyant sur la logique d'Aristote, connue grâce au mouvement des traductions à Bagdad. C'est ainsi que s'est développée la dialectique juridique, sous une forme parfaite de discussion, avec une terminologie très élaborée sur laquelle on reviendra plus loin.

Chapitre III : La communauté scolastique (153-223) : D'abord les professeurs, avec un examen de leur mode de nomination, leur situation dans la communauté (importance du poste, cours inauguraux . . .), les sources de leurs traitements et les abus qu'on y trouve parfois. Une deuxième partie est consacrée aux étudiants, à leur classification, à certains aspects de leur vie et à leurs conditions financières. Il est intéressant de noter à cet égard que si certains professeurs touchaient des sommes considérables (il s'agit de voir si ce n'est pas exagéré dans les sources en question), il y en a eu quelques-uns qui ont financé les études de leurs étudiants, ou parfois des étudiants riches qui ont aidé d'autres camarades pauvres. Une dernière partie traite des postes, des fonctions et des occupations, avec une étude de tous les termes techniques désignant le personnel scientifique, pédagogique ou administratif : ces termes, d'une grande variété, se rapportent au domaine juridique (où le mot šaykh est généralement employé pour désigner un professeur, parfois aussi mudarris, mais sans autre complément), à celui des autres sciences ou à celui des métiers.

Chapitre IV : L'Islam et l'Occident chrétien (224-280). L'auteur s'y engage à établir un parallélisme entre les deux camps dans le domaine des institutions, des méthodes, de l'instruction et dans celui des postes. Bien que l'université soit une création du 12e siècle européen, non seulement dans son organisation, mais aussi dans ses privilèges et sa protection (par les papes, les rois . . .), et que les principes de corporation de droit de cité soient étrangers à la loi islamique, il y a des points communs qui laissent percevoir une influence de l'Islam sur l'Occident :

D'un côté le waqf, legs pieux à la base de la fondation charitable, de l'autre la fondation charitable européenne; en particulier l'acte libre commun aux deux types de fondateurs : fonder son institution sans médiation ni ecclésiastique ni gouvernementale. La madrasa et le « college » fondés sur la loi du waqf, avec leurs boursiers diplômés ou non diplômés, et les autres éléments de comparaison appartenant aux grades universitaires, ainsi, entre autres, que la volonté libre de fonder et ses limitations de par la loi, l'objet charitable lui-même et les motifs non déclarés de fondation, le système d'administration, de surveillance et les bénéficiaires.
La volonté du souverain (en tant que personne privée) de créer une université, aussi bien dans l’Islam occidental qu’en Espagne ou en Italie chrétiennes.

Le développement de deux dialectiques : l’une juridique, l’autre spéculative.

La disputatio au cœur des études juridiques et théologiques.

La position unique du professeur juriste dans l’Islam et en Europe méridionale (à commencer par Bologne).

Les trois significations liées au mot lectio : le professeur qui donne un cours (sens actif), l’étudiant qui lit sous la surveillance d’un professeur, et l’acte de lire sans aucun rapport ni avec l’une ni avec l’autre forme ; tous ces sens ne peuvent s’expliquer que par la méthode islamique de la girâ’a (qara’ a, qara’ a “alâ …) qui a été développée très tôt dans l’Islam.

La subordination des branches littéraires aux branches juridiques, théologiques et médicales.

La reportatio qui a son parallèle tôt dans la ta’liqa islamique.

La licencia docendi (p. ex. en Allemagne Fédérale jusqu’à maintenant connue sous la forme venia legendi) avec son parallèle ǧāza li-ṯradrs (le mot ǧāza a été employé pour des domaines différents, p. ex. pour celui de la transmission des textes …).

Cela à côté d’autres éléments frappants et des termes techniques particuliers à la scolastique, sans pour autant oublier la fameuse méthode du « sìc et non » qui a ses modèles dans le ḥilāf islamic.

Le livre se termine par une conclusion, une analyse de quelques opinions scientifiques de certains prédécesseurs dans ce domaine, de notes et références, d’une bibliographie et d’un index général.

J’ai essayé de résumer les grandes idées très denses de ce livre particulièrement intéressant et utile. M. Makdisi est arrivé à faire comprendre, par une argumentation serrée, qu’on ne peut pas négliger des points de rapprochement entre l’Islam et l’Occident dans tous ces domaines, et que l’influence doit venir, forcément, des institutions et méthodes existantes auparavant dans l’Islam (voies multiples de contact : Espagne, sud de l’Italie …). L’honnêteté scientifique le demandait, conclut-il. S’il en est ainsi, pourquoi l’Europe a-t-elle été capable de faire un saut en avant, de se développer, alors que les pays musulmans se sont attardés, pour rester en arrière ? M. Makdisi répond que le problème est certes très complexe, mais à son avis il y a une cause principale inhérente au système du waqf qui présente une seule forme de perpétuité, alors que l’Europe hérita de deux formes de perpétuité : à côté de la fondation charitable, le système de corporation. La forme islamique était statique, celle de l’Europe dynamique ; l’Islam travailla sous la lourde « main-morte » , alors que l’Occident était capable de tirer tous les profits des établissements charitables, et de rendre cette forme de perpétuité dynamique grâce à l’incorporation. Idée intéressante et qui devrait faire réfléchir les responsables de l’avenir scientifique dans tous les pays arabes et islamiques.

Pour conclure, souhaitons à cette œuvre convaincante, d’une richesse et d’un intérêt incontestables, le maximum de diffusion, non seulement en Orient, mais aussi dans tous nos milieux universitaires occidentaux.

Raif Georges KHOURY
(Université de Heidelberg)

La récente moisson d’articles, monographies et ouvrages collectifs, consacrés aux thèmes économiques par des historiens arabes, européens et américains, indique désormais l’existence d’un milieu actif et attentif à la recherche sur l’histoire économique et sociale du monde musulman. Loin de remplir les grandes lacunes qui existent encore dans ce domaine, les résultats obtenus ces dernières années constituent cependant une littérature solide, qui nous aide à surmonter l’argument du manque de sources pour la reconstruction de cette histoire, argument nourri entre autres par la comparaison avec les sources médiévales de l’Europe. La décision de consacrer à l’histoire économique deux volumes du *Handbuch der Orientalistik*, dont voici le premier, répond au besoin de faire le point sur l’état de la recherche dans ce domaine, tout en confirmant la place primordiale qui revient à ce secteur dans l’interprétation de l’histoire du monde musulman et de sa décadence actuelle.

Dans le présent volume ont été rassemblés en tout 13 chapitres, qui constituent des synthèses et des mises au point de sujets, qui ont été traités auparavant par leurs auteurs respectifs, dans un cadre plus vaste et détaillé. Ceci étant, le choix des chapitres rassemblés dans ce volume a été déterminé par l’existence des domaines explorés et non par le poids respectif qui revient aux différents facteurs dans l’ordre économique. Ainsi par exemple, le facteur démographique qui se trouve souvent employé dans les discussions comme explication de phénomènes divers, aussi bien prospérité que décadence par exemple, reste toujours inexploité.

Du point de vue méthodologique, les études rassemblées dans ce volume représentent deux approches différentes des questions économiques : d’un côté, isolement d’un phénomène ou d’un facteur économique d’une portée générale et commun aux diverses régions du monde musulman, de l’autre, élaboration d’un tableau de l’ensemble de la vie économique, ou d’un de ses secteurs, à travers les époques médiévale et moderne, cantonné à une région donnée. Comme il sera impossible de rendre justice à tous les thèmes évoqués dans ces études il faut nous contenter de rappeler le nom de l’auteur et le sujet des chapitres.

Dans le premier chapitre consacré aux sources de l’histoire économique, B. Lewis décrit et fait la critique des sources qui ont servi à la littérature économique existante. De futures avenues à explorer sont signalées également, par exemple les archives ottomanes pour l’époque pré-moderne, les archives des communautés ethniques pour l’époque pré-moderne et médiévale, et des documents fatimides conservés à Vienne pour l’époque médiévale. M. Rodinson décrit les rapports entre idéologie, structures sociales, régime politique et économie. En détaillant les différents facteurs historiques qui ont influencé le développement de la pensée et de la morale économiques en Islam, il conclut sur une note pessimiste pour l’avenir du développement économique du monde musulman actuel. Le chapitre de feu G. Baer, sur l’organisation du travail, est consacré à la description et à l’analyse des structures et des fonctions des corps de métiers surtout en Égypte et en Turquie à partir du XVIe siècle. Dans ce chapitre on peut noter le manque de renseignements sur l’organisation du travail à l’époque médiévale, lacune que nous espérons